



# **Protocole de fusion entre l'APRÈS et la GDS**

## **Introduction**

**L'Association pour la République écologique et sociale (APRÈS) a été créée en mai 2024**, à l'initiative d'un certain nombre de personnalités de la France insoumise, avec pour objectif d'offrir un espace de réflexion, de débats et de propositions au sein du mouvement. Elle se veut un outil politique s'inscrivant dans le champ de la transformation sociale et écologique, démocratique dans son fonctionnement, unitaire en développant le NFP dans sa stratégie politique, et largement ouvert aux apports et à l'influence du mouvement syndical et citoyen.

**La Gauche Démocratique et Sociale (GDS) a été fondée en janvier 2018** à partir de militants et de cadres de la gauche du Parti socialiste réunis autour de la revue Démocratie & Socialisme. Nombre de responsables syndicalistes ont fait partie des fondateurs de GDS conçue comme un réseau dans l'attente d'une recomposition politique à gauche.

Bien que partageant de nombreux points du programme de l'Avenir en Commun, reprenant lui-même de nombreuses mesures faisant accord au sein de la gauche de transformation sociale, la GDS n'a pas en tant que telle rejoint la France Insoumise du fait de l'absence de fonctionnement démocratique en son sein. D'autres points font aussi désaccord depuis le début que ce soit sur le financement de la protection sociale, sur quelques questions internationales ou sur les relations partis-syndicats, sur le populisme ou la conception de l'unité de la gauche. Faute de démocratie, la GDS estimait impossible de mettre en discussion ces sujets. Certains des membres de GDS se sont néanmoins investis localement dans LFI et le restent, d'autres sont restés au Parti socialiste, GDS acceptant la double appartenance.

**La fusion de GDS avec l'APRÈS constitue une phase nouvelle vers la construction d'un nouvel outil politique, une force au cœur du NFP, unitaire et démocratique.**

Elle appelle discussion sur le programme dans le respect des parcours militants et des histoires respectives, à partir d'un accord politique très large sur l'analyse de la situation politique et la définition des tâches qui en découlent (voir texte politique).

La fusion suppose aussi le dépassement du stade de « l'association ». L'objectif commun est d'arriver pour le mois de mai-juin à la construction d'une nouvelle organisation politique avec l'ensemble des forces qui le souhaiteront (Génération·s, Picardie Debout, Ensemble!, GES...)

## **Évolution de l'organisation de L'APRÈS à la suite de la fusion**

### **1) Le conseil d'administration transitoire**

A ce jour, conformément à ses statuts, l'APRÈS est dirigée par un conseil d'administration qui a permis le démarrage et le fonctionnement en urgence de l'association, structure dont le caractère transitoire a été réaffirmé lors de la rencontre nationale du 5 octobre 2024. Ce conseil d'administration, statutairement paritaire, est composé de 12 membres fondateurs : Clémentine Autain, Raquel Garrido, Ingrid Hayes, Pascale Martin, Claire Schweitzer, Danielle Simonnet, Guillaume Ancelet, Alexis Corbière, Hendrik Davi, Pierre-François Grond, Pierre-Yves Legras, Olivier Madaule.

La GDS est animée par un Bureau national validé dans des conventions annuelles. Il est composé de 18 membres auxquels peuvent s'adjoindre ponctuellement des invités.

Dans le cadre de la fusion il est proposé que le CA de l'APRÈS s'élargisse en intégrant 4 nouveaux membres issus de GDS à parité (disposant du renfort de 4 suppléant·es) pour constituer la nouvelle équipe nationale jusqu'au congrès de mai-juin 2025. Les 4 porte-paroles actuels de GDS ont vocation à faire partie de cette délégation. En fonction de l'ordre du jour, des camarades peuvent être invités au CA. Dans sa communication visuelle l'APRES - fusionnée avec GDS - pourra utiliser des photos supplémentaires issues des représentants de GDS au sein du CA élargi.

## 2) Les sections locales

Les statuts de l'APRÈS permettent également la création de groupes locaux et sections départementales. A cet effet un travail de désignation de référents locaux provisoires paritaires a été entrepris par le conseil d'administration de l'APRÈS. Ces sections sont pérennisées et développées par l'apport local des camarades de la GDS. Un travail de mise en commun des données et moyens avec les référents départements de GDS sera entrepris au plus vite. Les groupes locaux auront à organiser leur fonctionnement démocratique en élisant leurs coordinateurs et représentants au Parlement, en gérant leurs adhérents (fichiers, relance des cotisations ...) dans le respect strict de la parité.

## 3) Vers un "parlement" commun

La composition du « parlement » actuel de l'APRÈS, sera également élargie pour permettre une meilleure représentation des camarades de la GDS. Cette instance qui reste elle aussi transitoire est chargée, en lien avec le CA, d'assurer le fonctionnement démocratique de la nouvelle organisation jusqu'à ses assises ou congrès de mai-juin 2025. Le principe d'une rencontre nationale de l'APRÈS en mars sera proposée aux militant·es.

## 4) Les groupes de travail communs

Plusieurs groupes de travail ont été mis en place dans l'APRÈS (\*). Ils sont ouverts à la participation de militant·es de GDS, qui sont également invité·e.s à participer à leur animation.

Le groupe de travail « Fonctionnement » qui poursuit le travail de structuration de l'APRÈS (nouveaux statuts, règlement intérieur, déclaration des principes...), le groupe « International » sont notamment ouverts largement aux militant·es de GDS.

Un groupe de travail intitulé « Entreprises-Syndicalisme » est créé pour permettre de regrouper notamment les syndicalistes et de contribuer aux campagnes unitaires sur les questions sociales.

Un groupe de travail « Formation » est créé pour assurer la formation politique et intellectuelle des militant·e.s et des élu·e.s.

### 5) Annonce publique du regroupement

Une conférence de presse commune donnée par quelques-unes de nos figures nationales, avec diffusion large d'un communiqué de presse sera organisée d'ici à début février après la consultation des adhérent·es de GDS et de l'APRÈS.

### 6) Vers une nouvelle force politique

Pour réaffirmer notre volonté de construire une « nouvelle force politique », nous travaillons au rassemblement concret des forces disponibles, Ensemble !, Génération·s, Picardie Debout ! et, pourquoi pas, d'autres organisations. Des membres de GDS figureront dans les délégations de l'APRÈS au sein des groupes de travail.

A l'issue de ce processus, l'APRÈS consultera ses adhérent·es sur le périmètre et la forme à adopter de l'organisation.

### 7) Des campagnes politiques publiques

Nous ouvrons une discussion sur de nouvelles campagnes politiques qui s'ajouteraient aux deux que nous venons de lancer sur les « tournées des besoins » et les « 49.3 raisons de passer à la 6e République ».

Nous nous engageons à soutenir, participer, impulser une campagne de masse « Pour une candidature commune à l'élection présidentielle ».

Nous mènerons des campagnes à vocation de masse contre le budget d'austérité, la casse de nos protections sociales et pour l'adoption de mesures urgentes sur les services publics, le Smic et les salaires, les retraites, la catastrophe climatique et l'emploi, pour la sauvegarde de notre système de santé. La construction de comités locaux du NFP est également une priorité. Nous devons aider à leur coordination pour favoriser leur mise en en actions autour des urgences sociales, climatiques et démocratiques contenues dans le programme du NFP.

## 8) Un travail organisationnel et financier commun

Un groupe de travail sur les questions des adhésions, des cotisations et des finances est créé. La GDS met à disposition des camarades de sa commission Organisation pour finaliser la fusion au début du printemps 2025.

## 9) Une communication publique commune

Une rencontre est organisée pour fusionner les lettres d'information dans le respect du RGPD. Le comité de suivi de la newsletter intègre des camarades de la GDS. Un travail commun est aussi réalisé au sujet des différents réseaux sociaux.

## 10) Une contribution au débat public

Démocratie & Socialisme devient la revue mensuelle de l'organisation fusionnée avec constitution d'un comité commun de rédaction.

La revue est envoyée à tous les adhérents de la GDS et intégrée à ce titre à la cotisation de base pour 40 euros par an. Cela permet de défiscaliser le service de l'abonnement. Cette question devra faire l'objet d'échanges dans le groupe de travail sur les finances.

Le comité de rédaction de Démocratie & Socialisme est ouvert et travaille en lien avec les conférences de l'APRÈS qui ont elles aussi vocation à alimenter le débat public.

(\*) Agriculture et alimentation et ruralité ; 6ème République ; Culture et Médias ; Education ; Enseignement Supérieur et Recherche ; Féminisme ; Droits LGBTQI ; Fiscalité et Economie ; Services publics ; International ; Logement et Urbanisme ; Outre-mer ; Planification écologique ; Santé et Handicap ; Sécurité ; Transports et mobilité ; Travail et Emploi ; Anti Racisme ; Lutte contre l'Extrême droite